



# En direct avec Vous!

N° 22 – Mars 2016

Organe officiel de l'UD CGT de Vendée

16 Bd Louis Blanc – BP 227 - 85006 LA ROCHE SUR YON Cedex  
tel. 02 51 62 66 22 courriel : la.cgt.85@gmail.com

## **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE du 31 MARS 2016** **de l'USR CGT Vendée : projet de plateforme revendicative**

Notez bien les propositions d'amendements sont à faire parvenir à l'USR  
(usrcgt85@gmail.com et à [alanguibert@wanadoo.fr](mailto:alanguibert@wanadoo.fr)) pour le 20 mars dernier délai.

Cette AG se déroulera à la Bourse du Travail 16 boulevard Louis Blanc à La Roche sur Yon.

- **8h30** Accueil
- **9h00** Début des travaux
- **12h30** Apéritif
- **13h00** Repas pris au Molière (à la charge de chaque participant)
- **14h30** reprise des travaux
- **17h00** fin de l'AG

Cet horaire risque d'être quelque peu bousculé en raison de l'appel de la CGT à manifester contre le projet de « loi Travail ».

## **RETRAITÉ-E-S LE 10 MARS** **DÉFENDONS NOTRE POUVOIR D'ACHAT**

**L'USR-CGT de Vendée vous invite à vous rassembler**  
**devant la préfecture de La Roche sur Yon à 10h30**

**UN POUVOIR D'ACHAT EN BAISSSE CONSTANTE - DES PENSIONS DE REVERSION MENACÉES**

**CE QUE VEULENT LES RETRAITÉ-E-S :**

- La fin du gel des pensions du régime général et des régimes complémentaires et un taux de réversion fixé à 75 %
- L'indexation des pensions sur l'évolution des salaires et un minimum équivalent au SMIC pour tout retraité ayant eu une carrière complète, actuellement la revendication de la CGT est de 1.800 €uros
- Le rétablissement de la demi-part supplémentaire pour toute personne ayant élevé au moins un enfant et l'exonération fiscale des majorations de pensions pour charges de famille.
- Un rattrapage immédiat de 300 € par mois.

**Le 10 MARS faisons-nous entendre !**

## 1 - PRÉAMBULE

Dans une société où les retraités sont de plus en plus nombreux, la question de leur place, de leur rôle est aujourd'hui posée.

En effet, la société de demain n'est pas écrite mais, elle porte déjà l'empreinte de celles et de ceux qui après avoir quitté la vie professionnelle, veulent léguer, aux jeunes générations, de nouvelles formes de vie, ce qui constitue un fait culturel majeur.

C'est l'ensemble de cette réalité que certains veulent masquer en présentant les personnes qu'ils qualifient d'âgées, comme un problème pour l'évolution et la bonne marche de la société.

Ceux là défendent une conception de la société au sein de laquelle, la création de la richesse par le travail, doit servir avant tout le profit.

Ils présentent les retraités comme des privilégiés économiques, qui coutent cher à la société et qui seraient responsables du dénuement des jeunes. Ils le font pour dissimuler les véritables causes de la situation économique et sociale, pour masquer leurs responsabilités et leurs véritables intentions pour conduire des réformes qui **réduisent les droits de tous, actifs comme retraités, quelque soient les âges.**

Les évolutions démographiques sont utilisées pour présenter l'allongement de la durée de vie non comme une richesse mais, comme un vieillissement de la population, assimilé à une charge pour la société. Cette perversion du langage vise aussi à présenter le travail non plus comme une richesse mais comme un coût.

Comme ses prédécesseurs, le gouvernement actuel a donc fait le choix d'une politique libérale centrée sur la financiarisation de l'économie et la réduction des déficits. Au nom de la « modernité », de la « compétitivité », de la « rentabilité » des entreprises il continue de détricoter toutes les avancées sociales du siècle dernier ce qui remet en cause l'équilibre de notre société toute entière.

Résultat de la politique d'austérité menée toutes ces dernières années, les inégalités se creusent en termes de santé et d'espérance de vie notamment, entre les catégories socio- professionnelles et les zones d'emploi, ce qui témoigne aussi de l'impact du travail sur la santé ou encore, de l'obligation, pour de nombreux retraités, de rechercher des compléments financiers pour vivre dignement.

Confrontés à ces inégalités, en Vendée également, nous voulons réaffirmer, comme des objectifs eux aussi à débattre:

- L'égalité des droits au bonheur de chaque citoyen,
- La liberté pour chaque citoyen d'accéder au mieux être et de maîtriser ses choix de vie,
- La solidarité intergénérationnelle,
- **La construction d'une société pour tous les âges.**

## 2 - POURQUOI UNE PLATEFORME REVENDICATIVE DÉPARTEMENTALE ?

D'abord un constat: les retraités, hormis quelques exemples, ont peu d'accès ou de contacts avec leur ancienne entreprise, administration ou leur ancien service.

Les retraités ne sont plus à l'entreprise, c'est **sur leur lieu de vie qu'ils passent l'essentiel de leur temps.**

C'est dans leur quartier, leur cité, leur commune, leur département et leur région qu'ils rencontrent des problèmes et où émergent leurs besoins et peuvent se construire leurs revendications.

Les retraités sont concernés par l'évolution de **leur habitat, le logement, par les transports, l'action sociale, les services de proximité, la dépendance, par les sports, la culture, les loisirs.**

Les revendications, les besoins ou préoccupations de proximité des retraités doivent donc nourrir la démarche, l'activité des sections syndicales de retraités comme celles des ULSR et/ou de l'USR elle-même.

C'est-ce qui a conduit la direction actuelle de l'USR, dans le cadre de la préparation de son assemblée générale, à proposer au débat ce projet de plate-forme revendicative départementale.

Pour « coller » au plus près de la réalité des préoccupations, des besoins des retraités de notre département, et participer ainsi à la construction de cette « **société pour tous les âges** », que la CGT revendique en Vendée comme partout ailleurs.

### 3 - LE POUVOIR D'ACHAT : UN ENJEU MAJEUR !

Les retraités sont directement concernés par la politique d'austérité menée par le gouvernement, le blocage des pensions pour financer notamment le pacte de responsabilité et le CICE, ayant des conséquences insupportables dans leur vie quotidienne.

Comme le souligne le COR, le niveau de vie des retraités baisse, le pouvoir d'achat étant également amputé par le poids de mesures fiscales comme, **la suppression de la demi-part fiscale aux parents isolés ou aux veufs et veuves, l'imposition de la majoration pour avoir élevé 3 enfants et plus, l'instauration de la CASA (Contribution Additionnelle Solidarité Autonomie) de 0,3%.**

Toutes ces mesures fiscales se conjuguent et s'additionnent et, ont rendu imposables des retraités qui ne l'étaient pas, et ont fait franchir à certains le seuil qui déclenche le paiement de la redevance TV, les impôts locaux et/ou qui suppriment des aides diverses.

Pourtant, le niveau de vie, constitue une condition essentielle de la citoyenneté pour :

- **Vivre dignement sa retraite pour répondre à ses besoins élémentaires, notamment droit à la santé, accès aux soins,**
- **Faire face aux dépenses contraintes : logement, impôts, eau, gaz, électricité ...**
- **Avoir accès aux loisirs, à la culture, au droit au tourisme pour toutes et tous.**

#### Nous revendiquons:

- **L'arrêt du gel des pensions et l'abrogation des mesures fiscales régressives contre les retraités;**
- **L'amélioration du pouvoir d'achat des retraités par un rattrapage immédiat de 300€ par mois,**
- **L'indexation des pensions sur l'évolution du salaire moyen et non sur les prix,**
- **Aucune pension inférieure au SMIC pour une carrière complète, actuellement la revendication de la CGT est de 1.800 euros**
- **Le retour à une revalorisation annuelle des pensions au 1<sup>er</sup> janvier de l'année prenant en compte l'évolution des salaires,**
- **De ne pas toucher aux pensions de réversion.**

### 4 - LE DROIT À LA SANTÉ :

Comme celles qui l'ont précédé, la « **loi Touraine** » n'a pas d'autre objectif que d'adapter notre système de santé aux injonctions d'économies imposées par le « pacte de responsabilité » et la loi de financement de la Sécurité Sociale dont le cadre est fixé par Bruxelles.

**En Vendée,** le Centre de Réadaptation de St Gilles Croix de Vie est menacé de fermeture.

A Fontenay-le-Comte, la fusion du Centre Hospitalier Public avec la Clinique privée et Harmonie Mutuelle a pour conséquence la suppression de services en double au lieu d'augmenter la capacité d'accueil. De plus, les actes médicaux les plus lucratifs sont effectués à la Clinique privée ce qui a pour autre conséquence, la suppression de la chirurgie publique qui s'ajoute à la fermeture de l'hospitalisation en psychiatrie.

A Luçon, la chirurgie 24H/24H est supprimée avec la fusion du Centre Hospitalier avec celui de La Roche sur Yon et de Montaigu. La médecine spécialisée et polyvalente est arrêtée ainsi que la diabétologie en semaine tout comme le service de cardiologie.

Toujours à **Luçon**, on assiste à une diminution des activités du laboratoire d'analyses et de stérilisation et à un transfert vers La Roche sur Yon. Il y a des menaces sur le SMUR (Service Mobile d'Urgence et de Réanimation).

Tout cela conduit inévitablement à la suppression massive de lits d'hospitalisation ce qui conduit des personnes âgées avec des pathologies lourdes à être dirigées vers les EPHAD insuffisamment équipées pour leur prise en charge.

#### **Nous revendiquons:**

- **Un nouveau cadre législatif remplaçant les lois de reculs sociaux,**
- **De faire des dépenses de protection sociale une priorité nationale,**
- **Un grand service public de la santé et de l'action sociale,**
- **La création d'hôpitaux publics de proximité**
- **La réouverture des lits et services hospitaliers supprimés avec la création d'emplois statutaires correspondants.**

#### **Pour une véritable médecine de proximité :**

Dans notre département, le nombre de médecins généralistes libéraux et mixtes, en activité régulière, est de 737 mais en constante diminution depuis 2007. Le ratio est donc *de 1 médecin généraliste* pour 881 habitants.

Quant aux médecins « spécialistes », l'effectif est de 569 soit 1 médecin pour 1142 habitants.

Leur moyenne d'âge (généralistes et spécialistes confondus) est de 52 ans et les plus de 60 ans représentent 22% de la corporation. Dans quelques années il manquera 162 médecins généralistes et 125 médecins « spécialistes ».

D'ores et déjà, les consultations de « spécialistes » deviennent un véritable parcours du combattant. Il faut en effet, attendre de 3 à 6 mois pour obtenir un rendez-vous. L'exemple le plus flagrant concerne l'obtention d'un rendez-vous chez un ophtalmologiste...

#### **Considérant que le système sanitaire et médico-social doit être à même de répondre l'ensemble des besoins de santé des populations,**

#### **Nous revendiquons:**

- **Un maillage plus égalitaire des médecins généralistes afin de limiter les délais de rendez-vous et les temps de transport.**
- **La création de véritables Centre de santé de proximité à partir des besoins de la population vendéenne.**
- **La suppression des dépassements d'honoraires.**

#### **Accueil en EHPAD :**

Dans notre département, le taux d'équipement en place d'hébergement pour personnes âgées de plus de 75 ans, était de 15,8% en 2014 et de 13,45% pour les lits médicalisés (respectivement 12,2% et 9,9% en France) Les 175 établissements pour les personnes de plus de 60 ans représentent 11 510 places d'hébergement qui se répartissent de la manière suivante :

- 146 EPHAD pour 10 621 places,
- 32 établissements non médicalisés pour 889 places parmi lesquels,
  - 25 « Maisons de Vie » de type MARPA pour 605 places,
  - 3 hébergements temporaires pour 72 places,
  - 2 Foyers-Logements pour 190 places
  - et 22 places en structure d'accueil de jour en EPHAD.

Les tarifs pour hébergement sont fixés par le département et varient selon les EPHAD de 41€ par jour pour les plus bas, à environ 70€ par jour pour les plus élevés.

Le tarif moyen mensuel est de **1 769 €** en Vendée. Dans le secteur privé, c'est nettement supérieur.

Le montant moyen des retraites servies en Vendée par la CARSAT (régime général des salariés du privé) était en 2014 de 660,42 Euros.

A l'échelle nationale, la pension moyenne, tous régimes confondus, s'élevait à 1 306 Euros bruts, fin 2013.

Compte-tenu du faible niveau des pensions, une grande majorité de personnes qui peuvent entrer en EPHAD sont obligées de prendre sur leurs économies et/ou pour certaines d'entre elles, de vendre leur maison. Dans certaines situations, les enfants des résidents, peuvent être contraints à financer le séjour de leurs parents.

A ce jour : 6137 personnes bénéficient en Vendée de l'Allocation Départementale Personnalisée d'Autonomie (ADPA).

Par ailleurs, l'augmentation prévisible de nombre de retraités dans notre département et, par voie de conséquence, du nombre de personnes dépendantes il faudrait au moins 10 000 places supplémentaires dans les établissements pour personnes âgées dépendantes.

Il faut savoir que 85% des 75 ans et plus vivent à domicile, **le Conseil départemental pouvant leur octroyer une aide pour l'installation d'une téléalarme (740 d'entre elles en bénéficieraient) et/ou des « chèques taxis », sans parler du portage des repas.**

**Toutes ces aides dépendent cependant du montant des revenus déclarés qui sont excessivement bas concernant leur attribution.**

**Maintien à domicile, accueil en établissement et plus particulièrement en EHPAD ont fait l'objet de l'audience accordée à l'USR par le Conseil départemental le 24 novembre 2015.**

**Audience qui fait suite au travail engagé par la commission sociale de l'USR à laquelle participe les Camarades CGT de la « Coordination Syndicale Départementale des territoriaux » (Maisons de retraite) et du CHD.**

#### **Nous revendiquons:**

- **Le libre choix, pour les personnes en état de dépendance, entre le maintien à domicile ou le placement en établissement.**
- **La création de 10 000 places supplémentaires en EHPAD public.**
- **Le relèvement des plafonds pour l'octroi des prestations, aides, mentionnées ci-dessus,**
- **La baisse du tarif hébergement et dépendance que fixe le Conseil Départemental,**
- **L'affectation réelle de la CASA à la compensation de la perte d'autonomie et sa suppression à terme, par la prise en charge de cette compensation par la Sécurité Sociale,**
- **La création d'un grand service public de l'aide à l'autonomie.**
- **La participation des retraités et de leurs représentants, en particulier les organisations syndicales de retraités dans le futur Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie ainsi que dans le Conseil de Vie des Résidents des EHPAD.**

## 5 - LE DROIT AU LOGEMENT :

Pour une population d'environ 650 000 habitants en 2012, dont près de 280.000 ménages, la Vendée comptabilisait 397.448 logements parmi lesquels, 331.126 maisons individuelles et 63.537 appartements.

La part des résidences secondaires était de 24,6% et le nombre de logements vacants de 5,1%.

La part des ménages propriétaires de leur résidence principale était de 72,2%, ce qui est très supérieur à la moyenne nationale.

D'ici 2030, compte - tenu en particulier de l'apport migratoire, principalement de retraités, mais également de la baisse de la taille des ménages (il y a une progression de 2.000 personnes par an, vivant seules) il faudra loger **3.800 ménages de plus par an (7 400 personnes)**.

**Cela représente une croissance de 1,3%** par an contre 0,9% au plan régional.

Or, entre 2004 et 2014, l'évolution de la construction de logement est négative passant de 10.655 logements/an à 8.982 logements/an (Source: DREAL Pays de la Loire).

- **Nous revendiquons:**
- **Un droit au logement pour tous,**
- **La construction de logements sociaux suffisants pour accueillir les actifs et les retraités,**
- **Des aides permettant à chacun l'adaptation des logements au fil du vieillissement,**
- **Le droit à l'accessibilité pour tous les types de situation de handicap ou de perte d'autonomie,**
- **L'encadrement strict des loyers afin que la quittance ne dépasse pas 20% des revenus.**

## 6 - POUR UNE ORGANISATION TOUJOURS PLUS DÉMOCRATIQUE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE SES MISSIONS ET LE DÉVELOPPEMENT DE SERVICES PUBLICS DE PROXIMITÉ :

Parce qu'elle garantit l'égalité d'accès aux services publics, la maîtrise publique des missions relevant de la satisfaction des besoins fondamentaux doit être pleinement assurée notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'eau, du logement social, de l'énergie, de la communication.

**Une politique publique ambitieuse d'aménagement du territoire doit donc être un des axes principaux de coopération entre les différents échelons, tant dans les secteurs ruraux menacés de désertification que dans les quartiers urbains en difficulté!**

Or aujourd'hui, le souci de la rentabilité a remplacé celui de l'intérêt général.

Les structures en charge des missions de services Public (telles que la Poste ou la SNCF) considèrent leurs obligations de service public, comme des entraves à leur développement et à leur compétitivité.

**Les usagers deviennent des « clients », les personnels des variables d'ajustement.**

Les Services Publics sont donc de plus en plus éloignés des besoins des usagers et gérés en dépit de l'intérêt général, voire délégués au privé. Conséquence : les élus, les citoyens, les usagers, les personnels sont de plus en plus écartés des décisions.

Les 30 milliards d'euros accordés **aux grandes entreprises** avec le pacte de responsabilité, le plan de réduction du financement public de 50 milliards d'euros dont 10 milliards amputés aux collectivités territoriales, sont **autant de solidarité, de services publics de proximité ôtés aux citoyens, d'investissements, de sources de richesses supprimés.**

L'USR-CGT réaffirme la nécessité de faire des Services Publics **de véritables outils au service:**

- De la satisfaction des droits et des besoins des citoyens, des salariés, des privés d'emploi, des retraités,
- De la redistribution des richesses produites à un moment où les inégalités ne cessent de s'accroître,
- D'une nouvelle logique de développement, de reconquête des activités et de l'emploi industriel.

**L'USR-CGT, en soutien aux luttes menées par les différents personnels qui portent condamnation de la réforme territoriale (et notamment de la Loi NOTre) revendique aussi pour notre département :**

### **La remunicipalisation de l'eau :**

**Qui est un bien commun qui ne peut être laissé à l'initiative privée, comme l'accès à l'énergie, aux transports, aux télécommunications.**

### **Le maintien et la réouverture des trésoreries et centres des Impôts :**

**En Vendée :**

- Les fermetures de Trésorerie (Mareuil sur Lay en 2009- Maillezais et la Mouthe-Achard depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016)
- Le transfert de leurs missions et des personnels vers les Centres de Finances Publiques de Fontenay le Comte et Les Sables d'Olonne
- Comme celui du recouvrement au SIP-SIE des trésoreries de Mortagne sur Sèvre et du Poiré sur Vie vers, respectivement, Les Herbiers et La Roche sur Yon,

**ont pour conséquences :**

- D'obliger les usagers, en particulier les retraités, à se déplacer soit, pour obtenir des renseignements, soit pour régler le montant de leurs impôts (revenus- fonciers- taxe d'habitation- cantine- garderie...)
- L'augmentation conséquente de la réception physique et/ou téléphonique, alors que dans le même temps, les horaires et, les jours d'ouverture au public, ont diminué.

C'est le résultat, notamment, des suppressions d'emplois intervenues ici comme dans toute la Fonction publique, l'administration des Impôts cherchant à remplacer le contact humain, pourtant indispensable, par Internet.

### **Nous revendiquons:**

- **La réouverture et le maintien de toutes les Trésoreries,**
- **Le maintien de l'accueil physique avec des amplitudes horaires répondant aux besoins des contribuables.**

### **Pour un grand service public de la communication :**

Depuis l'ouverture des capitaux de la Poste et la privatisation des Télécommunications, l'ouverture à la concurrence, l'absence de véritable politique industrielle et, la volonté des entreprises d'accroître les profits immédiats en démantelant les acquis sociaux, **le secteur de la communication est en proie à une crise sans précédent, à une montée de la précarité, du dumping social.**

C'est ainsi que toutes les entreprises du secteur de la communication **préfèrent affaiblir leurs réseaux** de distribution en fermant massivement leurs accueils physiques sans raison économique valable et sans tenir compte des besoins et attentes des clients ou usagers (proximité - conseils - démonstration - assistance...).

En Vendée, cela se traduit à la Poste par:

- La fermeture de bureaux comme celui annoncé de La Chaume, la diminution d'horaires d'ouverture ou la transformation en agence postale,
- Des tournées de distribution non effectuées certains jours par manque de personnels,
- La vente de bâtiments (ex: l'ancienne direction départementale).

Or, parler de service public de la communication, **c'est parler de l'intérêt général, de l'utilité publique.**

Parler de service public de la communication, **c'est poser la question d'un besoin vital.**

Pour vivre ensemble, les hommes ont besoin **de communiquer**, au-delà du lien social, la communication nous permet le transfert des savoirs, la transmission des connaissances, de la culture, de notre aptitude à produire, à étudier, se former **et partager des expériences. Derrière la communication il y a donc bien, la notion de développement social, économique, culturel, industriel.**

A l'heure de la révolution de l'information **et de la connaissance, les nouvelles technologies doivent conduire à la démocratie, au progrès social.**

#### **Nous revendiquons:**

- **La garantie du maintien d'un service universel de téléphonie fixe, véritable nécessité économique, sociale et politique,**
- **Le déploiement en très haut débit sur tout le territoire vendéen.**
- **Le maintien de la présence postale en zone rurale et dans toutes les zones touristiques à commencer par le bureau de poste de La Chaume menacé de fermeture ce qui est une véritable aberration.**
- **Le maintien des ouvertures guichet dans tous les bureaux de poste, y compris en période estivale,**
- **Le maintien de la distribution du courrier en J+1.**
- **Le retour des « Relais Poste » dans le giron de la Poste.**
- **La renationalisation de l'ensemble des services.**

#### **Accès aux transports pour tous :**

##### **1) Accès au service public ferroviaire :**

Ce service public disparaît peu à peu de la Vendée:

- Fermeture des lignes Fontenay le Comte/Niort et Fontenay le Comte / Velluire en 1969 et La Roche sur Yon / Saint Gilles Croix de Vie en 1970.
- En 1980, les trains « omnibus » entre La Roche sur Yon et La Rochelle sont supprimés. Ils desservait Champ Saint Père, Luçon, Nalliers, Velluire et L'Ile d'Elle.
- La ligne ferroviaire de l'Arc Atlantique Nantes/Bordeaux qui traverse la Vendée est menacée de fermeture entre La Roche sur Yon et La Rochelle, en raison de sa vétusté obligeant les trains à réduire leur vitesse et rendant le trajet plus long.
- Pour la ligne La Roche sur Yon/ Saumur qui dessert La Chaize le Vicomte, Fougeré, Bournezeau, Chantonay et Pouzauges, il ne subsiste pour la Vendée que 3 aller/retour La Roche sur Yon/L Chantonay et 1 aller/retour La Roche sur Yon /L Thouars, en semaine.

Seules 2 lignes ont eu les faveurs de l'Etat, la Région des Pays de la Loire et le départemental de la Vendée: Nantes/La Roche sur Yon/ Les Sables d'Olonne, rénovée et électrifiée en 2008 et Nantes/ St Gilles Croix de Vie rénovée en 2015.



SOVETOIRS assure des **liaisons quotidiennes** doublant **la majorité des** lignes régionales SNCF TER avec une délégation de service public de la région des Pays de la Loire et, une tarification spécifique de la SNCF.

**L'USR-CGT exige l'accès au service public SNCF où les infrastructures existent et**  
**Revendique aussi:**

- La réouverture de la ligne Fontenay le Comte/Niort avec des dessertes des communes traversées et le péri urbain de Niort. Il faut noter qu'en juillet 2017, Niort ne sera plus qu'à 1H48 de Paris avec la nouvelle et future ligne TGV.
- La modernisation de la ligne Nantes/Bordeaux (section La Roche sur Yon/ La Rochelle) avec une augmentation des trains inter cités et le maintien des arrêts à Luçon (contrairement aux préconisations du rapport Duron). En effet, depuis mars 2014, la nouvelle desserte renforcée (7 aller/retour) n'assure plus ces correspondances. C'est une manière de justifier ainsi la fermeture de la gare de Luçon dont nous exigeons le maintien.
- La desserte par les trains régionaux de la gare de Velluire avec des navettes Bus pour Fontenay le Comte,
- La rénovation de la ligne La Roche sur Yon/ Bressuire avec une augmentation attractive des dessertes à l'image du « train des plages » entre Saumur et Les Sables d'Olonne durant les mois de mai à septembre ;
- Le maintien des trains « Corail » de nuit.

## **2) Accès au réseau départemental des bus :**

Une délégation de service public du département a été confiée à SOVETOIRS pour gérer les transports routiers de voyageurs de la Vendée.

Elle assure plusieurs services, dont le ramassage scolaire (80 lignes y compris La Roche sur Yon agglo) ainsi que le réseau CAP Vendée (15 lignes permanentes) desservant 207 communes de notre département sur 269.

### **Nous revendiquons:**

- La gratuité des transports ou à défaut, le billet à tarif unique (1€), comme cela existe par exemple dans les Pyrénées Orientales, quelque soit la distance,
- Une information accessible simplement sur les lignes, les tarifs et les horaires,
- La mise en place de navettes dans les villages pour permettre aux habitants de se déplacer comme cela existe dans la Communauté de Communes du Pays Yonnais.

Finances Publiques, Santé, Communication, Transports... c'est l'ensemble du secteur public et nationalisé qu'il convient de préserver et de développer y compris celui de l'Energie dont la production doit se faire grâce à des moyens de production, de transports et de distribution modernisés. Et, comme le revendique la CGT Mines-Energie, ces évolutions doivent être anticipées afin que les salariés puissent être au centre de ces transformations.

Pour sortir de la crise, les territoires ont plus besoin de davantage de coopération, d'un développement équilibré et cohérent liant industries, services, services publics que d'une concurrence instaurée par la réforme territoriale qui pour la CGT est inacceptable.

## 7 - LE DROIT AUX LOISIRS :

Pour cette période de leur vie, les retraités revendiquent légitimement le droit aux loisirs, à la culture, aux voyages.

Cette question est bien évidemment liée à celles du pouvoir d'achat des pensions et du droit à la santé.

Permettre l'accès aux multiples activités physiques et intellectuelles possibles aujourd'hui, passe donc par l'action revendicative pour exiger ces droits élémentaires.

Le syndicalisme est lui-même une activité culturelle qui, en retour, contribue à la santé physique et mentale. Mais, la CGT s'ouvre aussi plus largement aux activités culturelles les plus diverses. Elle revendique le droit aux pratiques artistiques, sportives, l'accès aux techniques modernes de communication et d'échange, l'accès aux voyages...

Pour porter plus concrètement ces aspirations, la CGT a créé **LOISIRS SOLIDARITE des RETRAITES (LSR)**, une association ouverte au-delà de ses propres adhérents et coopérant avec d'autres associations telles que Vendée Loisirs Tourisme, localement et, l'ANCAV TOURISTRA au plan national.

**LSR doit être portée par les militant(e)s et adhérents de la CGT**, pas en opposition aux multiples associations auxquelles participent déjà activement beaucoup d'entre elles et d'entre eux, mais en **complémentarité, convergence, voire coopération** avec elles comme, LSR Vendée l'a fait en 2015, avec l'amicale des anciens salariés de SKF à Fontenay le Comte.

Il s'agit à la fois, de mieux connaître notre propre département et ses voisins du point de vue touristique, mais aussi de rester en prise avec le tissu économique local, par des visites d'entreprises, l'information sur les traditions ou encore, les savoirs-faire anciens et nouveaux de nos localités et au-delà.

Les retraités aspirent en effet à continuer d'apprendre sur les thèmes scientifiques, technologiques, économiques, sociaux et sociologiques, historiques, philosophiques, politique...

**LSR porte aussi l'utilisation d'acquis tel que la *Bourse Solidarité Vacances (BSV)*** ouverte sous conditions de ressources (de nombreux retraités de notre département y ont potentiellement droit).

Mener l'action collective pour l'utilisation des droits existants est aussi la condition pour les pérenniser et en conquérir d'autres.

**La CGT avec LSR, agira pour également pour un meilleur accès des retraités aux Cinémas, Théâtres, Piscines et autres équipements sportifs, et/ou culturels comme les Bibliothèques par exemple ... en revendiquant notamment des tarifs attractifs et de réduction à leur attention.**

## 8 - INDECOSA CGT :

Outre des conseils, la défense de nos droits individuels et collectifs, INDECOSA CGT intervient dans de nombreux domaines : Logement – Energie – Environnement – Santé – Finances – Consommation...et peut ainsi nous représenter dans les instances auprès des pouvoirs publics.

Ce faisant, INDECOSA peut nous conseiller et nous accompagner lorsque nous sommes confrontés à un litige lié à la consommation.

INDECOSA agit pour la mise en mouvement des consommateurs et la conquête de leurs droits.

## 9 - UN SYNDICALISME CGT RETRAITÉS UTILE REVENDICATIF et CONQUÉRANT :

*« Gagner la légitimité du syndicalisme retraité, convaincre de son utilité, donner envie aux retraités de nous rejoindre ne pourra se faire que si, immergés dans la population retraitée, nous devenons la référence incontournable pour la défense de leurs revendications. »* (extrait du document d'orientation de l'UCR-Cgt adopté au 10ème congrès).

Comme cette plate-forme revendicative en témoigne, il est en effet plus que jamais **nécessaire de se faire entendre et, pour être entendus, de se rassembler, de s'organiser pour faire grandir le rapport de force.**

**Cela passe, notamment, par le renforcement de notre syndicalisme CGT retraité.**

L'existence de structures professionnelles, actifs-retraités facilite, certes, la possibilité de la continuité syndicale notamment, si un statut, une convention particulière, un régime de retraite spécial, permet une communauté d'intérêt et favorise, la durabilité du lien qui unit les salariés à leur entreprise ou à leur administration d'origine.

Pour autant, nous ne pouvons ignorer que, pour la grande masse des retraités et, tout particulièrement pour celles et ceux qui ne sont pas syndiqués, le lien avec le syndicat d'actifs est quasi inexistant surtout si l'entreprise elle-même a disparue. Leur lieu de vie et de sociabilité peut, alors, être celui où ils peuvent se **rassembler, s'organiser pour décider démocratiquement de leurs revendications et de leurs formes d'actions.**

Sans remettre aucunement en cause les structures professionnelles ne convient-il pas de réfléchir à la construction d'un véritable syndicalisme CGT retraité de proximité prenant en compte ce que sont devenus les retraités et la société aujourd'hui?

Construire une société plus solidaire, plus juste, dans laquelle chacune, chacun compte pour un, une **société pour tous les âges comme nous le revendiquons**, pose la question d'un nombre plus important de syndiqués.

**A l'appui de cette plate-forme revendicative nous proposons :**

- De travailler avec les syndicats d'actifs sur la question de la continuité syndicale, **de l'utilité de rester syndiqué à la retraite,**
- De rendre plus visible, plus attractif, notre syndicalisme qui reste trop largement méconnu des retraités et de la population, d'où la nécessité d'une activité de proximité....
- D'élaborer un plan de syndicalisation et d'engager une grande campagne de syndicalisation en allant à la rencontre de la population retraitée...
- De mener la bataille des idées pour faire partager la conception que nous avons de la société, éclairer sur les enjeux auxquels nous sommes confrontés, informer, rétablir la vérité sur la réalité du vécu des retraités... ; en utilisant et développant tout les moyens de communication et en particulier **VIE NOUVELLE, le magazine CGT des retraités.**
- **La recherche de l'unité d'action doit viser à imposer un logique économique anti-austéritaire et notamment en conséquence, l'abrogation de toutes les lois et décrets exigés par l'Union Européenne, ainsi que la renationalisation des services publics privatisés.**

## **OÙ INTERVENIR DANS LES TERRITOIRES ?**

### **QUELS SONT LES INTERLOCUTEURS ?**

**Le Conseil Départemental :** il est notamment chargé de la politique gérontologique et de l'action sociale (APA, aides sociales, aides à la personne, structures d'accueil, etc..). Il détermine les moyens et, souvent, les modalités de fonctionnement des CLICS.

**Les CLICS :** parfois structurés en GIE, sont au service des retraités et personnes âgées pour les aider à solutionner divers problèmes. Il faut cependant veiller à ce qu'ils aient les moyens de leurs missions, sans toutefois se substituer aux divers services sociaux du département qui doivent développer un travail de plus grande proximité, surtout en zone rurale.

**Le Comité Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDCA) en remplacement des CODERPA :**

**Les Collectivités Locales :** les municipalités sont au cœur des problématiques sur les lieux de vie. Les CCAS existent dans les plus grosses communes. Ils ont pour mission d'apporter de l'aide en direction des personnes âgées connaissant des difficultés.

**Les Communautés de Communes, Pays, Agglomérations** qui sont maîtres d'ouvrage pour les conditions de vie locales.

**Les Conseils Régionaux :** en matière de transport, de formation entre autres.

**Les ARS (Agences Régionales santé) :** sont décideurs en matière de santé et d'activités sociales sur le territoire régional. Les représentants des CODERPA siègent dans des commissions des ARS en qualité de représentants des usagers.

**Les Députés et Sénateurs**

**Les Préfets et Sous-Préfets**

**La Direction Départementale des Impôts**